

Le capitalisme n'est-il pas le moins mauvais garant de la liberté ?

À propos de *Amsterdam au temps de Spinoza* de Henry Méchoulan

Hervé Dumez

i3-CRG École polytechnique CNRS Université Paris-Saclay

L'objet de ce livre est de :

[...] montrer le lien ambigu qui s'est établi entre l'argent et la liberté en un lieu, en un temps, et réfléchir sur les conséquences de ce lien [...] L'exemple d'Amsterdam a été choisi parce qu'il permet de montrer que l'argent et la liberté peuvent coexister, voire se nourrir l'un de l'autre. (Méchoulan, 1990, p. 7)

Amsterdam, c'est le laboratoire des formes modernes de l'argent et de la liberté.

Les contemporains font tous ce lien lorsqu'ils parlent de la ville. Ce sont les deux choses ensemble qui les frappent. Le choix même a été conscient : Amsterdam a voulu être riche pour être libre, ce que Spinoza, et ce n'est pas un hasard, a clairement énoncé (*Traité politique*, ch. V, § 12 et ch. VII, § 16). Quelle liberté ?

On pourra donc dire que la liberté dont jouit Amsterdam est faite de volonté d'indépendance, de liberté de conscience, de liberté de circulation, de liberté d'entreprise, de tolérance à l'égard des hommes de tous les pays et de toutes les confessions, pourvu qu'ils concourent à la puissance de la ville dont la fonction principale est la garantie de la sécurité des citoyens. (op. cit., p. 10)

On a une bonne image de cette liberté dans les tableaux hollandais, ceux de Vermeer ou de Pieter de Hoogh : joie d'être chez soi et pour soi. Amsterdam n'entend rien imposer mais offrir à chacun ce qu'il veut consommer contre argent. Chose étonnante, la ville réussit de plus le tour de force de ne pas trop creuser les écarts de fortune : le taux d'alphabétisation y est plus poussé qu'ailleurs, les famines y sont évitées. Surtout, qui veut échapper à la puissance de la transcendance qu'on lui veut imposer y trouve la sécurité.

Repère et conjoncture : la naissance d'une nation

Charles Quint comprenait bien les Flandres. Il y était né et y avait longtemps vécu. Il n'avait pas cherché à imposer le catholicisme à toute force. Toujours endetté, il savait que le respect des libertés locales était important à la richesse, dans laquelle il pouvait puiser, de ces provinces. Mais le 25 octobre 1555, à Bruxelles, voulant se retirer, il passe sa couronne à son fils Philippe II, en présence de Guillaume d'Orange. Tout découle de là.



Les dix-sept provinces sont diverses par leurs langues, leurs traditions et leurs cultures, mais elles sont unies dans leur amour de leurs libertés traditionnelles : celles-ci s'expriment dans des assemblées provinciales où les trois ordres sont représentés, qui votent les impôts, approuvent les décrets, vérifient l'emploi des fonds publics. Pays riches, plaque tournante du commerce européen qui distribue dans l'Europe entière les produits rapportés d'Amérique et ceux venus du Nord.

Raidi dans l'armure de sa foi, Philippe II est incapable de comprendre l'âme de ses industriels sujets du Nord, joueurs, parieurs et heureux de vivre comme les peint Brueghel [...] Depuis son cabinet, contrôlant avec une plume près de quinze millions de sujets en Europe et presque autant à travers le monde, il n'est à l'aise que dans les rapports qu'il apostille, dans les lettres qu'il dicte, dans les fiches de police qu'il rédige lui-même. Immobile, lent, dissimulé, il n'a qu'une véritable passion : la défense du catholicisme, intimement confondu avec la grandeur de la monarchie espagnole. Une monarchie universelle, tel est le rêve de ce César qui a une âme d'expéditionnaire. Il règne, en Espagne, sur un peuple de moines et de soldats qui méprisent l'industrie et le commerce, incompatibles avec l'honneur, pierre angulaire de la société espagnole. (op. cit., pp. 18-19)

En 1559, il a battu les Français avec l'aide de Guillaume d'Orange et du comte d'Egmont et leur a imposé la paix de Cateau-Cambrésis. Le 20 août 1559, il quitte définitivement les provinces du Nord qu'il ne gouvernera plus que par main interposée. Peu à peu, il ne convoque plus les États généraux et il impose à la tête des provinces des étrangers tout à lui, autour du comte de Granvelle.

Surtout, il obtient du pape le pouvoir de nommer dix-huit nouveaux évêques : la reprise en main est politique et religieuse. Comme il faut être docteur en théologie pour être élu, la noblesse des Flandres se trouve exclue des nominations. On craint par ailleurs l'inquisition sur le mode espagnol. La noblesse, dépossédée des bonnes places, s'unit alors à la bourgeoisie et au peuple. D'autant que les impôts sont alourdis. Guillaume et d'Egmont parviennent à obtenir le renvoi de Granvelle. Mais Philippe en tient pour la force : il n'y a qu'à brûler les livres, brûler quelques hérétiques, pendre ceux qui refusent l'impôt. 1566 marque un tournant. On essaie d'appliquer les décrets du concile de Trente : les curés tiennent des registres et surveillent l'enseignement. Anvers entre en ébullition. Philippe II refuse de se déplacer et envoie Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d'Albe. Grand capitaine et totalement missionnaire : la conversion ou la mort, il ne voit que cette alternative. En 1567-1568, il rétablit l'ordre par une répression sanglante. Guillaume est défait, Egmont est décapité. Albe impose bientôt un impôt lourd, simple (le dixième des transactions), et non-discuté par les États. Il fait l'unanimité contre lui : noblesse, bourgeoisie, peuple. Les révoltés, par dérision et défi s'appelant eux-mêmes les gueux de mer, triomphent sur leur élément, tandis qu'Albe méprise la guerre maritime. En 1572, il fait un exemple sur Malines qu'il abandonne au pillage et au massacre durant trois jours. Un an plus tard, fin 1573, il échoue devant Alkmaar et demande à être relevé de son commandement. Tout le monde est à cours d'argent (les troupes espagnoles se mutinent à plusieurs reprises pour être payées) et on calme le jeu de part et d'autre. On commence à entamer des négociations, mais on bute sur la liberté de conscience. Les hostilités reprennent. Anvers est pillée par les troupes espagnoles. Lors de la « pacification de Gand », provinces du Nord et provinces du Sud se mettent d'accord : les catholiques du Sud, majoritaires, respecteront les protestants minoritaires, et vice versa au Nord. On exige d'une même voix le départ des Espagnols. Durant toutes ces années, Guillaume est affaibli par les divisions qui règnent dans ses rangs, et surtout par

l'intransigeance des calvinistes qui, notamment, pillent Gand. Le 8 février 1578, Guillaume prend Amsterdam qui était toujours restée fidèle au roi. Rude coup pour les Espagnols. Ceux-ci changent alors de tactique et essaient de couper la Flandre en deux : ils y parviennent puisque les provinces du Sud rentrent dans le giron par la paix d'Arras (6 janvier 1579). Le contrecoup est l'Union d'Utrecht, signée le 23 janvier 1579 entre les sept provinces du nord. Le 26 juillet 1581, celles-ci proclament la déchéance de Philippe II. Ce dernier a officiellement proposé de grandes récompenses à qui abattrait Guillaume. Le 18 mars 1582, une balle lui traverse la joue. Deux ans plus tard, il est abattu. Il avait cherché la protection d'un prince étranger, et s'était adressé au duc d'Anjou, frère du roi de France. Après sa mort, alors qu'Anvers est reprise par les Espagnols (c'est le début du triomphe d'Amsterdam), les Provinces-Unies appellent l'Angleterre à la rescousse. Elisabeth impose Leicester mais celui-ci interdit le commerce avec l'Espagne alors que, durant toutes les années de guerre, les échanges avaient continué. En 1588, les États généraux décident de ne jamais plus offrir la souveraineté à un prince étranger : la république est née. Philippe II se disperse : il imagine d'attaquer l'Angleterre (l'invincible armada) et il attaque la France d'Henri IV. En face de lui, il a la malchance de trouver Maurice de Nassau, le fils du Taciturne et le plus grand chef de guerre de son temps.

L'Europe a assisté à une incroyable révolution : un groupe de provinces a proclamé la déchéance de son roi, a pris son destin en main et choisi la république.

Amsterdam et son gouvernement

En moins de vingt ans, Amsterdam va susciter l'étonnement, l'admiration ou la haine. L'époque est terrible : c'est celle de la Saint Barthélémy, de l'inquisition, des empoisonnements, des assassinats, des persécutions religieuses. Or, brusquement se lève une bulle de liberté et de tolérance, qui va surprendre et enchanter Descartes qui sert dans les armées de Maurice de Nassau. Dans une lettre à Balzac du 16 mai 1631, il écrit :

Quel autre lieu pourrait-on choisir au reste du monde où toutes les commodités de la vie, et toutes les curiosités qui peuvent être souhaitées, soient si faciles à trouver qu'en celui-ci? Quel autre pays où l'on puisse jouir d'une liberté si entière, où l'on puisse dormir avec moins d'inquiétude, où il y ait toujours des armées sur pied exprès pour nous garder, où les empoisonnements, les trahisons, les calomnies soient moins connues, et où il soit resté plus de reste de l'innocence de nos aïeux. (*op. cit.*, p. 45)

Sécurité, abondance et liberté. Tout est dit, et ce sont les habitants de la ville qui, consciemment, ont choisi cette configuration. La richesse, la ville l'a acquise bien avant. Mieux, au moment de la rébellion, elle a choisi le camp du maintien de sa richesse, c'est-à-dire le camp espagnol. C'est d'elles que partent les expéditions contre les rebelles et elle prête son argent au duc d'Albe. La date clef est donc le 8 février 1578, jour de la prise de la ville par Guillaume d'Orange : aussitôt, la classe dirigeante est profondément remaniée. Parce que les nouveaux maîtres ont subi l'intolérance et la persécution, ils choisissent la tolérance. Ils veulent la richesse par la marchandise et décident que tout le monde peut venir pacifiquement faire des affaires, pourvu qu'il soit solvable et fiable.

La sécurité de la marchandise implique celle des hommes, et Amsterdam y veille avec un soin exemplaire (*op. cit.*, p. 50).

Les immigrants affluent de partout et on les laisse venir. Il est aisé de devenir citoyen. Ce sont les régents, grands bourgeois qui gouvernent Amsterdam, qui

ont choisi cette option : liberté des biens et des personnes, liberté religieuse, libre circulation des hommes et des idées. Amsterdam est autonome, dans une république où chaque ville, chaque province, est autonome. Le *Stathouder*, anciennement représentant du roi d'Espagne dans les provinces (c'est Philippe II qui a nommé Guillaume), a été maintenu, essentiellement comme chef de guerre, et politiquement parce que le peuple et le clergé calviniste sont profondément attachés à la maison d'Orange. Face à lui, il y a le grand pensionnaire, représentant auprès des États Généraux de la province de Hollande, donc des régents, riches et tolérants. Le conflit sera parfois violent. Les régents sont cooptés parmi les marchands-armateurs les plus riches. Calvinistes sincères, ils sont profondément attachés à la prospérité de la ville et se gardent de toute aventure militaire, de toute tyrannie dangereuse, de toute intolérance préjudiciable. Ils ne rendent de compte à personne, et le système marche pour autant qu'ils sont honnêtes avec les fonds publics, ce qui est le cas, et pour autant qu'ils gouvernent dans le sens de la prospérité de la ville tout entière. Oligarchie, népotisme, trafic d'influence, mais respect des deniers publics.

L'auteur est sceptique sur la liaison faite par Weber entre calvinisme et argent. Tout d'abord, les villes catholiques ont su se développer : villes italiennes ou Anvers. Ensuite, les régents se sont toujours voulus ouverts et tolérants, face à une population de base encadrée par les pasteurs calvinistes beaucoup plus intolérante. Il y a eu d'autres villes riches par le passé, mais Amsterdam dépasse tout. Et ce qui est nouveau chez elle, ce n'est pas le calvinisme, mais la combinaison raisonnée entre argent et liberté.

Les vertus du marchand et de la marchandise

Les contemporains voient dans Amsterdam la reine du commerce et de l'argent. Petty insiste sur la pêche au hareng, qui entraîne la construction navale, qui entraîne le grand commerce et l'expansion coloniale. Il ne mentionne pas la liberté. Pourtant, la réussite coloniale par exemple, par opposition au Portugal, tient au fait que les marchands hollandais ne se sont jamais mêlés d'essayer de convertir les indigènes. Les contemporains voient une chose – la confiance qui règne dans ce pays :

Il règne tant de bonne foi dans cette ville [...] que quoique l'on s'y serve indifféremment de courtiers jurés ou non jurés pour vendre ou acheter... on y voit rarement s'élever des disputes à l'occasion des prix et des conditions des marchandises vendues par des courtiers non jurés. (Samuel Ricard, *Traité général du commerce, Amsterdam, 1781, tome 1, p. 187 ; op. cit., p. 76*)

Le système ne peut fonctionner qu'à partir du moment où on respecte l'autre, où l'on ne choisit pas de l'agresser, ou de lui refuser la réciprocité, comme le fait Colbert. À Amsterdam, on privilégie la paix, parce que l'on y voit son intérêt. On s'est défait de la mentalité si coûteuse pour la France ou l'Espagne de la guerre pour l'honneur ou pour la rapine. Cette mentalité repose sur une conception économique clairement affichée chez Colbert : on ne peut s'enrichir qu'au détriment des voisins. Il faut donc développer le commerce intérieur, pour enrichir l'État, pour entretenir une armée efficace qui permettra d'abattre le commerce étranger. De plus, enrichir le pays, c'est enrichir les caisses du roi, pas celles de ses sujets. Lorsque Colbert veut développer le transport maritime français, il joue de la menace et de la coercition, comme par exemple à Bordeaux. En France, la confiance ne règne pas : dès que l'État (le roi) lance un projet, les marchands le soupçonnent de vouloir s'enrichir à leurs dépens par une fiscalité déguisée (Dumez, 1996). Au contraire, le marchand hollandais est libre et cette liberté est jalousement protégée. Il ne craint aucune menée torve du pouvoir,

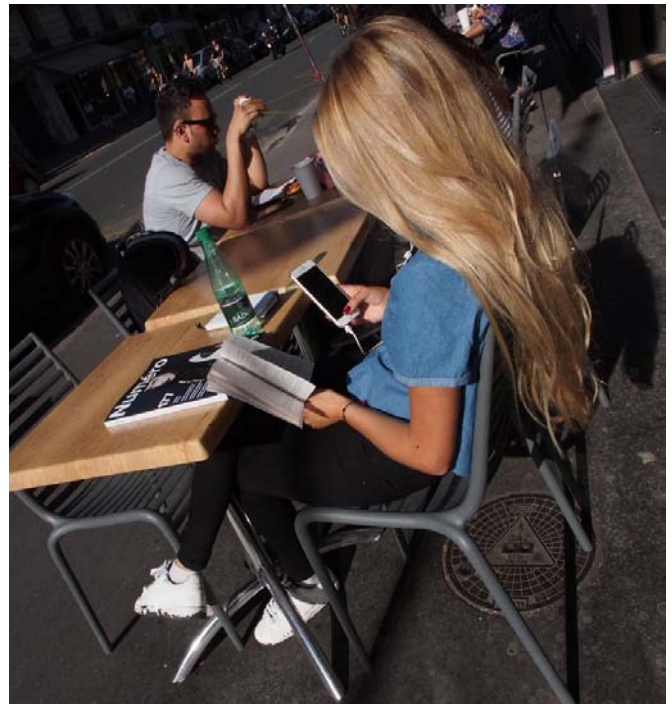
il ne place que par confiance. La fondation de la Compagnie des Indes Orientales est un hymne à l'initiative individuelle.

L'Espagne et le Portugal avaient établi un monopole sévère : quiconque voulait des épices devait passer par Lisbonne ou Cadix. Des commerçants hollandais se groupent, affrètent des navires, pour essayer de faire de l'argent en tournant ce monopole. Le principe est que chacun, même les matelots, doit engager de l'argent et être intéressé au bénéfice, afin que tout le monde se mobilise pour le bien commun.

Les toutes premières expéditions échouent. Mais de nouveaux téméraires se lèvent. Jusqu'à une réussite fabuleuse : plus de 300 % de bénéfice (1599). Dès lors, la concurrence est acharnée : on se bouscule, on se double. Finalement, les autorités poussent à la fusion des « pré-compagnies » et à la constitution d'un gros ensemble aux bénéfices garantis par un monopole. Dans le statut de la compagnie, des clauses sont soigneusement étudiées : elles garantissent que la compagnie ne soit pas sous la coupe du politique ; au contraire, elles lui octroient le pouvoir d'un État (armement, constitution de places fortes, signature de traités, etc.). Tout citoyen peut souscrire et on trouve même parmi ces souscripteurs des marchands juifs, donc il n'existe pas d'ostracisme. Créée en 1602, la compagnie émet des parts. Il est prévu que les souscripteurs ne pourront pas récupérer leur mise avant dix ans. Comme beaucoup de petits porteurs ont besoin de numéraire, ils mettent en vente leurs parts. On se réunit d'abord sur un pont et, lorsqu'il fait froid, dans la « vieille église ». En 1613, on bâtit une sorte de cloître : c'est la naissance de la bourse. Son fonctionnement a été décrit et analysé par Penso de la Vega (Dumez, 2015). Tous peuvent participer à la spéculation et celle-ci crée donc une égalité difficilement pensable dans le monde qui entoure les Provinces Unies.

Mais comme il faut à la bourse une certaine surface financière, le petit peuple va se lancer dans une autre spéculation : les oignons de tulipe. Ils sont déplantés en juin pour être replantés en septembre et c'est donc durant cette période de quelques mois qu'ils existent comme objets pouvant s'échanger. Quand le marché se développe, on finit par les négocier toute l'année, y compris en terre. Pourquoi attendre le retour des navires partis aux Indes pour spéculer, s'il est possible de le faire sur les produits de son jardinet ? Une véritable démente s'empara des esprits et les autorités durent y mettre fin en 1636.

En 1609, la diversité des monnaies et des taux de change élevés et parfois aléatoires incitent les autorités à créer la Banque d'Amsterdam qui aura le monopole du change. Le déposant jouit d'une absolue sécurité, du secret et de la possibilité de retirer son argent à tout moment. Ce sera le triomphe de la lettre de change qui permet à la fois de payer une opération commerciale, de transférer facilement des fonds, d'obtenir du crédit et de spéculer sur les taux de change. Tout le monde participe, y compris les grands ennemis d'Amsterdam comme l'Espagne. Il est en effet très facile de rendre anonymes les transactions. La moitié de l'argent espagnol se retrouve ainsi sur les



© Hervé Laroche

bords de l'Amstel alors qu'officiellement, l'Espagne a interdit toute exportation de métal précieux.

Outre ce négoce d'argent et d'épices, il y a celui du bois. Amsterdam domine tout le commerce de Baltique et notamment celui du bois qui permet de construire les navires. À Zaandam, cinquante chantiers construisent trois cents navires par an à l'aide de treuils, de grues et de moulins à eau qui actionnent des scies. On y invente la flûte, un bâtiment sommaire fait pour transporter le maximum de marchandises avec le minimum de marins. Les coûts de fret de ces navires sont de 30 à 50 % inférieurs à ceux de leurs concurrents, anglais notamment. Le port d'Amsterdam peut accueillir quatre mille navires en même temps et l'image de la forêt de mâts n'en est pas une, c'est une réalité.

[...]une conclusion s'impose : l'argent et l'intérêt ont réussi à réunir les hommes alors que la religion tendait à les séparer, voire à les opposer. La soif générale de profit a libéré l'autre de ses différences – confessionnelle, ethnique ou politique – puisque tous, marchands et clients, sont solidairement embarqués sur un même navire qui vogue vers la fortune. À des degrés divers, comme sur un bateau, chacun a besoin de tous et réciproquement. (*op. cit.*, p. 120)

Comment la liberté résista

Tout faillit pourtant basculer pour une obscure querelle religieuse. Le contexte est clair : la maison d'Orange, dont le chef est Maurice de Nassau, fils de Guillaume le Taciturne, aspire à une sorte de royauté. Pour cela, elle est favorable à la guerre contre l'Espagne et elle s'appuie donc sur les calvinistes farouchement hostiles au catholicisme. En face de ce parti, les grands marchands sont moins rigoureux sur le plan religieux et recherchent la paix favorable au commerce et à l'enrichissement. Ils sont représentés par Oldenbarnevelt, le grand pensionnaire. Après l'assassinat du Taciturne, les deux factions ont gouverné ensemble. Mais la tension ne cesse de monter. L'étincelle de l'affrontement vient du religieux. Les grands marchands vont alors commettre une erreur de calcul dramatique : ils vont sacrifier les profits de long terme liés à la paix à l'espérance de gains de court terme que leur fait miroiter le Stadhouder, Maurice de Nassau, avec une guerre victorieuse sur l'Espagne.

Le calvinisme s'est installé discrètement à Amsterdam en 1578 avec l'arrivée de deux pasteurs. Mais après la chute d'Anvers, la communauté grossit de réfugiés. Face au catholicisme et à l'autoritarisme du roi d'Espagne, le calvinisme apparaît comme républicain. Religion et nationalisme se confondent en lui. Il crée des écoles, organise des visites à domicile et le soutien aux pauvres. Il se veut Église militante dans une ville bigarrée et cosmopolite.

Un théologien, Arminius, homme doux et modéré, formule une version atténuée de la prédestination. Il est soutenu par les milieux proches d'Oldenbarnevelt, le Grand Pensionnaire. Mais il est aussitôt accusé de papisme. Fort heureusement, il meurt rapidement de mort naturelle. La catastrophe vient de ce que la querelle enflamme le peuple et du fait que les autorités, voulant rétablir la paix publique, décident de s'en mêler en portant l'affaire devant un synode. Le contexte international est lourd. Henri IV a signé la paix avec l'Espagne et, après son assassinat, les catholiques reviennent au pouvoir en France. Les Provinces Unies ont perdu un premier allié. Avec l'Angleterre, les relations se tendent pour des motifs commerciaux. Oldenbarnevelt trouve la guerre trop coûteuse et décide de signer une trêve avec l'Espagne. Il rompt ainsi l'équilibre : jusque-là, il développait le commerce qui permettait de payer les campagnes militaires brillantes de Maurice de Nassau. En signant la paix, il renvoie

ce dernier à l'inactivité. Oldenbarnevelt veut imposer l'autorité du pouvoir civil sur le religieux, tout en laissant une grande liberté afin de ne pas recommencer les guerres de religion. Mais le religieux et le politique sont désormais intriqués. Or, les marchands d'Amsterdam vont lâcher le grand pensionnaire. En effet, la paix avec l'Espagne arrête la guerre de course, l'activité corsaire qui rapportait beaucoup. Par ailleurs, elle stoppe un projet : celui de constituer une compagnie des Indes occidentales qui aurait pu capter tout le commerce de l'Espagne avec ses colonies américaines. Maurice, avec le soutien des marchands d'Amsterdam peut alors faire arrêter Oldenbarnevelt comme impie et traître à la patrie, suspect de sympathie avec l'Espagne et le catholicisme. Le grand pensionnaire sera décapité après six mois de détention. Mais le calcul des milieux d'affaires était mauvais : la compagnie des Indes orientales est bien moins rentable qu'on ne l'avait espéré et le mélange avec la religion (l'essai de convertir au calvinisme les colonies espagnoles et portugaises) se révèle désastreux. À partir de 1634, la compagnie perd de l'argent. Même la diversification dans le commerce d'esclaves, pourtant loin de l'idéal calviniste, ne permet pas de la sauver. Sur le plan religieux, la persécution de la minorité arministe n'est jamais allée aussi loin que ce qui s'était passé en France lors des guerres de religion. Le pays est assez rapidement revenu à la liberté et Spinoza a tiré les conséquences de l'erreur d'Oldenbarnevelt : le pouvoir politique, explique-t-il, ne doit pas se mêler du religieux. Amsterdam revient à la tolérance concernant la liberté de conscience – mais pas forcément de religion.

Liberté de conscience et liberté de religion

Pour la première fois peut-être dans l'histoire, une ville qui est à elle seule l'équivalent de tout un pays accepte la liberté de conscience. On peut ne pas fréquenter une église et le mariage civil est reconnu par le magistrat.

La liberté de religion est plus difficile. Depuis la chute d'Anvers, les marins de la Baltique ont rejoint Amsterdam. Or, ils sont luthériens. Ils demandent au grand pensionnaire, au Stadhouders, aux États, la liberté de pratiquer leur culte. Refus. Le roi de Danemark intervient. On réalise que les luthériens représentent l'essentiel des marins sur les navires de commerce et de guerre. Le bourgmestre de la ville fait savoir rapidement que les assemblées luthériennes seront tolérées. Les nécessités du commerce l'ont emporté sur la religion. Dès 1622, un temple luthérien est construit dans la ville.

Il ne faut pourtant pas se tromper : toute la vie quotidienne à Amsterdam est dominée par la Bible. On le voit clairement dans les tableaux de Rembrandt. Mais Rembrandt est ici intéressant : car il peint en opposition complète avec les calvinistes qui ne veulent aucune représentation dans leurs lieux de culte et, s'il peint des scènes de la Bible, c'est en rupture avec la tradition, avec une interprétation très personnelle. Son Christ est un homme parmi les autres, ne s'en distinguant que par une plus grande douceur. Tous les croyants, même les Juifs dont il fait beaucoup de portraits, peuvent se retrouver dans sa peinture, ce qui est très exceptionnel et ne se comprend que dans le contexte d'Amsterdam.

Ce qui se passe est en réalité très nouveau. Le calvinisme est dominant, mais il ne sera jamais dominateur, malgré l'épisode anti-Arminius. C'est la marchandise qui préserve Amsterdam de la tentation du modèle de Genève où, avec Calvin, le religieux domine tout le fonctionnement de la société et le politique : on cherche à faire des affaires avec tout le monde.

Tout ne va pourtant pas sans tension. La religion la plus poursuivie reste, du fait de la lutte avec l'Espagne, le catholicisme. En effet, même après la victoire, une

communauté catholique se maintient, qui représente peut-être quinze pour cent de la population. Pour la première fois dans un pays européen, les Juifs et les musulmans sont mieux tolérés que des chrétiens (ici, les catholiques). Là encore, on voit pourtant l'influence de la marchandise : les catholiques arméniens et grecs sont privilégiés et ont leur église – on fait des affaires avec eux.

Mais même si le catholicisme est officiellement honni, même si les calvinistes appellent dans des libelles à la persécution, rien de tel ne se produit. Oldenbarnevelt, calviniste modéré, réclame la liberté de culte pour les catholiques : la séparation entre politique et religieux est clairement revendiquée. Pourquoi ? Parce que le

catholique est un client. On commerce avec l'Italie, la France et même l'Espagne. Donc, un compromis est trouvé : on ferme les yeux sur les maisons qui dissimulent une église, ce que tout le monde sait. Mais on demande des pots de vins : les catholiques paient pour pouvoir exercer leur culte dans une semi-clandestinité. Par contre, à la différence des Juifs qui ont eu une grande liberté d'expression, le catholicisme doit rester officiellement muet.

Un point sur la communauté juive. Jusqu'en 1648, elle est constituée d'Espagnols et de Portugais chassés de la péninsule ibérique en 1492. Ils sont bien vus puisqu'en quelque sorte frères en persécution de l'Espagne catholique. S'ils sont soumis à des règlements restrictifs (les relations sexuelles avec des non Juifs, prostituées chrétiennes comprises, sont par exemple interdites), ils sont considérés comme des citoyens à part entière vis-à-vis des puissances extérieures comme la France de Louis XIV qui considère comme un scandale qu'une nation chrétienne les tolère. Ils sont libres de circuler, de commercer, de pratiquer leur culte, de se lancer dans des activités lucratives comme le commerce de livres. Le fait que la communauté s'étende montre qu'Amsterdam est un des lieux au monde les plus tolérants pour eux. C'est sur un plan intellectuel (l'hébreu, le maintien de la tradition) que les Juifs jouent un rôle de premier plan plus que sur le plan financier.

Mais la tolérance religieuse qui règne dans les Pays-Bas se voit surtout concernant les Sociniens. Ces derniers nient la Trinité et considèrent Jésus comme un homme, non un Dieu. Ils font donc l'unanimité contre eux : catholiques, calvinistes, luthériens. Officiellement, leurs livres sont condamnés, leur doctrine interdite. Mais, en réalité, ils mènent une vie tranquille et semi-officielle.

Le développement de l'écrit

C'est à Amsterdam que paraissent les premiers journaux, des gazettes paraissant une fois par semaine, et que s'invente le journalisme. Le phénomène est rendu possible par un taux d'alphabétisation très élevé (calvinistes et Juifs doivent pouvoir lire la Bible) et par la nécessité de l'information pour faire fonctionner le commerce. Au XVIII^e siècle, on imprime à Amsterdam plus de livres que dans toute l'Europe réunie.



© Hervé Laroche

Trente mille personnes vivent du commerce de la librairie (édition, imprimerie, vente de livres). La liberté qui règne en est la cause et tout le monde en profite, comme Descartes. On innove : Menasseh ben Israël invente la Bible de poche, de même que des livres scientifiques sont imprimés pour la première fois en petit format. La calviniste Amsterdam imprime des missels catholiques, des Coran ou le Talmud. Les interdictions sont rares et peu efficaces, comme celle du *Traité théologico-politique* de Spinoza.

Conclusion

Assurément, Amsterdam ne doit pas être vue comme un paradis. Les dissensions règnent, la compagnie des Indes participe à l'esclavage, la liberté n'est jamais complètement assurée, l'argent est synonyme de corruption et souvent d'aveuglement collectif. Pourtant, l'expérience des Provinces Unies tranche sur l'absolutisme de Louis XIV et de Philippe II, comme aussi sur la Genève de Calvin.

À l'heure où s'expriment de plus en plus les fanatismes religieux et les nationalismes, l'histoire d'Amsterdam montre la liaison qui existe entre la liberté du commerce et la liberté de pensée, la liberté de négocier et la tolérance. Il est devenu lieu commun de critiquer le projet européen pour n'être que l'établissement d'un espace économique fondé sur la libre circulation des marchandises et des hommes. Mais n'est-ce pas là le cadre de libertés plus fondamentales que nous pourrions bien perdre s'il disparaissait ? ■

Références

- Dumez Hervé (1996) "Le Colbertisme jugé sur pièce. Retour sur le mythe fondateur de la politique industrielle française", *Gérer et Comprendre*, février, n° spécial, pp. 16-21.
- Dumez Hervé (2015) "La description du premier marché financier : retour sur la Confusion des Confusions de Joseph de la Vega", *Gérer et Comprendre*, n° 119, mars, pp. 7-12.
- Méchoulan Henry (1990) *Amsterdam au temps de Spinoza. Argent et liberté*, Paris, Berg international.